

Arrêt

**n° 241 771 du 30 septembre 2020
dans l'affaire X / III**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. HALLI
 Terninckstraat 13/C.1
 2000 ANTWERPEN**

Contre :

**l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration**

LA PRÉSIDENTE DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 février 2020, par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, tendant à l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 8 février 2020.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 août 2020 convoquant les parties à l'audience du 14 septembre 2020.

Entendu, en son rapport, E. MAERTENS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN *loco* Me F. HALLI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. ARKOULIS *loco* Mes D. MATRAY et S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant a introduit une demande de protection internationale en Belgique le 5 septembre 2017. Il a été convoqué le 22 février 2018 en application de l'article 51/2 de la loi du 15 décembre 1980. N'ayant pas donné suite à cette convocation, il a été présumé se désister de sa demande d'asile.

1.2. Le 8 février 2020, un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue de l'éloignement est pris à l'égard du requérant. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été rejeté par le Conseil dans l'arrêt n° 241 339 pris en date du 23 septembre 2020.

1.3. Le 8 février 2020, une interdiction d'entrée a été prise par la partie défenderesse. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que :

☒ 1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé(e):

1° L'intéressé(e) n'a pas introduit de demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi.

L'intéressé(e) prétend séjourner en Belgique depuis 2017.

Le dossier administratif ne montre pas qu'il a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue. Il a introduit une demande de protection internationale en 2017 mais n'a jamais donné suite à la convocation d'audition pour le 22.02.2017 ; il est donc considéré comme avoir renoncé à sa demande (décision prise le 03.05.2018). Par la suite, il n'a plus essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue et est resté illégalement sur le territoire national.

2° L'intéressé(e) a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux dans le cadre d'une procédure de protection internationale, de séjour, d'éloignement ou refoulement.

L'intéressé a utilisé plusieurs identités : alias [B. M. (xxxxxx)]

Un procès-verbal a été rédigé à sa charge du chef de viol, PV n°BR.37.LL.xxxxxx/2018 de la police de Bruxelles Capitale Ixelles.

Eu égard à l'impact social et la gravité de ces faits, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré(e) comme pouvant compromettre l'ordre public.

La demande de protection internationale introduit le 05.09.2017 a été considérée comme non suivie par l'intéressé par la décision du 03.05.2018 suite à la non présentation de l'intéressé à la convocation pour audition prévue le 22.02.2018 ; il a donc été considéré que l'intéressé avait renoncé à sa demande.

Conclusion:

Motifs pour lesquels une interdiction d'entrée est infligée à l'intéressé(e).

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de trois ans, parce que :

L'intéressé(e) déclare qu'il a quitté son pays et ne veut pas y retourner suite à des problèmes familiaux avec son beau-frère qui le battait et le détestait.

Nous constatons, suite à son explication, que l'intéressé(e) ne démontre pas qu'il y ait une violation de l'article 3 de la CEDH. Pour pouvoir conclure à une violation de l'article 3 de la CEDH, l'intéressé(e) doit démontrer qu'il existe des motifs sérieux et graves de supposer que, en Guinée, il encourt un risque sérieux et actuel d'être exposé(e) à de la torture ou à des traitements ou peines inhumains ou dégradants. La simple allégation d'une violation supposée de l'article 3 de la CEDH ne peut suffire.

L'intéressé(e) ne déclare pas de problèmes médicaux.

L'intéressé(e) n'apporte aucune élément qui prouve qu'il souffre d'une maladie qui l'empêche de retourner dans son pays d'origine.

L'article 3 de la CEDH ne garantit pas le droit de rester sur le territoire d'un Etat uniquement parce que cet Etat peut garantir de meilleurs soins médicaux que le pays d'origine, et que les circonstances mêmes de l'éloignement influencent l'état de santé ou l'espérance de vie de l'étranger. Ces éléments ne suffisent pas à constituer une violation des dispositions de cette convention. Ce n'est que dans des cas très exceptionnels où des raisons humanitaires s'opposent à un éloignement forcé qu'une violation de l'article 3 de la Convention Européenne est en cause ; ce dont il ne semble pas être le cas ici.

Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 de la CEDH.

Conclusion:

Ainsi, le délégué de la Ministre a tenu compte des circonstances particulières tel que prévu par l'article 74/11.

Eu égard à l'impact social et la gravité de ces faits, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré(e) comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé(e) n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 3 ans n'est pas disproportionnée ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un second moyen libellé comme suit :

« Schending van artikel 74/11 §1 Vw. juncto artikel 44ter § 2 Vw., in combinatie met de evenredigheidsstoets, het redelijkheidsbeginsel, het zorgvuldigheidsbeginsel, en artikel 8 EVRM
Op basis van **artikel 74/11 §1, 2° Vw** werd aan verzoeker een inreisverbod van 3 jaar opgelegd.

2.2.A/ Theoretische argumentatie:

4.-

Artikel 74/11 Vw. bepaalt het volgende:

“Art. 74/11.[1 § 1. De duur van het inreisverbod wordt vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval.

De beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod van maximum drie jaar in volgende gevallen :

1° indien voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan of;

2° indien een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd.

[2 De maximale termijn van drie jaar bedoeld in het tweede lid wordt op maximum vijf jaar gebracht indien :

1° de onderdaan van een derde land fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt, teneinde toegelaten te worden tot het verblijf of om zijn recht op verblijf te behouden;

2° de onderdaan van een derde land een huwelijk, een partnerschap of een adoptie uitsluitend heeft aangegaan om toegelaten te worden tot verblijf of om zijn recht op verblijf in het Rijk te behouden.]2

De beslissing tot verwijdering kan gepaard gaan met een inreisverbod van meer dan vijf jaar, indien de onderdaan van een derde land een ernstige bedreiging vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid.

§ 2. De minister of zijn gemachtigde onthoudt zich er van een inreisverbod op te leggen wanneer hij het verblijf van de onderdaan van een derde land overeenkomstig artikel 61/3, § 3, of 61/4, § 2 beëindigt, onverminderd § 1, tweede lid, 2°, op voorwaarde dat hij geen [3 bedreiging]3 vormt voor de openbare orde of nationale veiligheid.

De minister of zijn gemachtigde kan zich onthouden van het opleggen van een inreisverbod in individuele gevallen, omwille van humanitaire redenen.

§ 3. Het inreisverbod treedt in werking de dag waarop de beslissing met betrekking tot het inreisverbod wordt betekend.

Het inreisverbod kan niet ingaan tegen de bepalingen betreffende het recht op internationale bescherming, zoals gedefinieerd in de artikelen 9ter, 48/3 en 48/4.”

Verwerende partij dient in elk individueel dossier rekening houden met alle elementen uit het dossier om vervolgens een gepaste duur vast te stellen van het inreisverbod.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de vreemdelingenwet, blijkt dat artikel 74/11 van de vreemdelingenwet een onderdeel betreft van de omzetting van de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven (Pb.L. 24 december 2008, afl. 348, 98 e.v.).

In die zin wordt in de parlementaire voorbereiding m.b.t. artikel 74/11 van de vreemdelingenwet en het inreisverbod het volgende benadrukt: “De richtlijn legt echter op dat men tot een individueel onderzoek overgaat (overweging 6), dat men rekening houdt met “alle omstandigheden eigen aan het geval” en dat men het evenredigheidsbeginsel respecteert.” (Parl.St. Kamer, 2011-2012, nr. 53K1825/001, 23).

De memorie van toelichting omschrijft het **risico op onderduiken** als volgt: “feiten of handelwijzen die aan de betrokkene kunnen worden toegeschreven of die hem kunnen worden verweten en die, omwille van hun aard of hun ernst, kunnen verklaren waarom er redelijkerwijs mag worden aangenomen dat de betrokkene een reëel en actueel risico vormt dat hij zich zal onttrekken aan de verwijderings-, terugdrijvings- of overdrachtsmaatregel die ten opzichte van hem genomen of voorzien wordt”

5.-

Het **zorgvuldigheidsbeginsel** legt de overheid de verplichting op zijn beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te stoelen op een correcte feitenvinding (R.v.St. arrest n° 154.954 van 14 februari 2006; R.v.St. arrest n° 167.411 van 2 februari 2007; R.v.V. arrest n° 43.735 van 25 mei 2010).

De zorgvuldigheidsplicht bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (Cf. R.v.V. arrest n° 28599 van 11 juni 2009, punt 2.4.). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad toestaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het

tegen alle redelijkheid ingaat (Cf. Cf. R.v.V. arrest n° 28.602 van 11 juni 2009, punt 2.3. in fine en Cf. R.v.V. arrest n° 28.599 van 11 juni 2009, punt 2.4. in fine).

6.-

Er is sprake van een schending van het **redelijkheidsbeginsel** wanneer men zich tevergeefs afvraagt hoe het bestuur tot een dergelijke keuze is gekomen. Met andere woorden, om het redelijkheidsbeginsel geschonden te kunnen noemen, moet men voor een beslissing staan waarvan men na lectuur ervan ternauwernood kan geloven dat ze werkelijk genomen is. Het is de taak van Uw Raad om het oordeel van het bestuur onwettig te bevinden wanneer de administratieve beslissing tegen alle redelijkheid ingaat doordat de door het bestuur geponeerde verhouding tussen de motieven en het dispositief volkomen ontbreekt (R.v.St. n° 82.301 van 20 september 1999; R.v.V. arrest n° 43.735 van 25 mei 2010; R.v.V. arrest nr. 28602 van 11 juni 2009, punt 2.3. in fine en R.v.V. arrest nr. 28599 van 11 juni 2009, punt 2.4. in fine).

7.-

Artikel 8 EVRM:

Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé leven, zijn gezinsleven, zijn huis".

Artikel 8, 2° EVRM beperkt de macht van de staat en stelt dat:

"Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan m.b.t. de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

Dit betekent dat inmenging gerechtvaardigd is en geen inbreuk maakt op artikel 8,1° EVRM in zover zij bij de wet voorzien is in het belang van een aantal opgesomde oogmerken nodig in een democratische samenleving.

Alle landen die partij zijn bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens moeten nagaan of een beslissing over verblijfsrecht het recht op een gezinsleven (artikel 8 EVRM) al dan niet schendt. Zij moeten een belangenafweging ('fair balance'-toets) maken: dat is een afweging tussen het belang van de staat om immigratie te controleren, en het belang van de vreemdeling om een gezinsleven te hebben op het grondgebied van de staat.

2.2.B/ Concrete toepassing:

8.-

Voor de motivering van het inreisverbod, verwijst men naar artikel 74/11, §1 tweede lid van VW.

Zoals reeds aangehaald, heeft verzoeker op geen enkel ogenblik vóór de aanhouding ooit een bevel om het grondgebied te verlaten ontvangen.

Meer nog, zoals reeds vermeld, heeft verzoeker bij zijn aankomst in het Rijk een aanvraag tot internationale bescherming ingediend aangezien hij gevaar loopt indien hij zou terugkeren naar het land van herkomst. Bovendien was verzoeker bezig met het zoeken naar een wijze om zijn verblijf wettelijk te regulariseren. Zijn zus verblijft legaal in het Rijk en hij heeft zijn huidige vriendin alhier leren kennen.

9.-

Verwerende partij beweert dat er een risico zou bestaan op onderduiken, quod certa non, dit op basis van gegevens die er in casu niet zijn.

Het getuigt allereerst van onredelijke besluitvorming van verwerende partij om het loutere feit dat verzoekende partij geen verblijfsaanvraag heeft ingediend, als een risico op onderduiken te kwalificeren. Volgens verwerende partij zou verzoeker zijn verblijf niet hebben geregulariseerd en zou hij een gevaar uitmaken voor de openbare orde, quod non. Doch, stemmen deze redenen niet overeen met de werkelijkheid en tonen niet aan dat er een risico op onderduiken zou bestaan.

Verwerende partij betwist niet dat verzoeker bij zijn aankomst in het Rijk een aanvraag tot internationale bescherming heeft ingediend teneinde zijn verblijf te regulariseren. Bovendien betwist verwerende partij ook niet dat verzoekers zus en vriendin in het Rijk verblijven, waardoor verzoeker nog in de mogelijkheid zit zijn verblijf te regulariseren.

Daar waar de bestreden beslissing stelt dat verzoekende partij getuigt van een risico op onderduiken, stelt verzoekende partij dat zulks manifest in strijd is met de werkelijkheid. Hij heeft nooit enige poging ondernomen om zich te onttrekken van de autoriteiten. Integendeel, verzoeker heeft steeds meegewerkt en heeft nooit een ernstig gevaar gevormd voor de maatschappij.

Een rechtvaardig evenwicht tussen het algemeen belang en het belang van het individu, is in casu ver te zoeken, en als niet-draagkrachtig motief 'risico op onderduiken' de bestreden beslissing moet dragen, is de sanctie die daarop wordt gesteld te **verregaand** en volstrekt **disproportioneel**.

10.-

De bestreden beslissing wordt niet gemotiveerd, of minstens gebrekkig omtrent de betekening van een inreisverbod met de termijn van drie jaar.

*In de bestreden beslissing wordt op quasi automatische wijze een inreisverbod opgelegd voor de termijn van drie jaar, hoewel verzoeker zijn centrum van belangen in het Rijk, alsook in het Schengengebied heeft gevestigd. Meer nog, de motivering van verwerende partij betreft slechts een **standaardmotivering**.*

Verzoeker stelt vast dat verwerende partij een inreisverbod oplegt voor de termijn van drie jaar zonder enig degelijk onderzoek naar en motivering omtrent de duur van het inreisverbod.

Waarom deze termijn wordt gehanteerd, wordt bijgevolg niet afdoende uiteengezet.

Gezien de verstrekende gevolgen van een inreisverbod, heeft verwerende partij op een kennelijk onredelijke wijze gehandeld.

De motivering van het inreisverbod is des te belangrijker aangezien het verbod voor de hele Schengenzone geldt.

Met andere woorden, indien er de komende jaren in één van de landen van de Schengenzone voor verzoeker de mogelijkheid zou zijn om zich in regel te stellen met de administratie aldaar en hij aldus een verblijf zou kunnen bekomen, zou dit allemaal belemmerd kunnen worden door het inreisverbod van drie jaar dat door verwerende partij wordt opgelegd.

De bestreden beslissing, m.n. het inreisverbod, is schaars gemotiveerd en de weerhouden motivering is niet afdoende.

Immers, iedere zorgvuldige en redelijke administratieve overheid dient zijn beslissingen omstandiger te motiveren en dit op een afdoende wijze telkens wanneer verwerende partij een discretionaire bevoegdheid uitoefent.

*Meer nog, verwerende partij is maar al te goed op de hoogte van het gegeven dat verzoeker zijn familiale banden zijn gevestigd in het Rijk. Hij heeft zich herenigd met zijn zus, dewelke legaal in het Rijk verblijft, alsook heeft verzoeker een affectieve relatie met zijn huidige vriendin. Deze gegevens worden niet betwist in de bestreden beslissing. **Minstens had verwerende partij hier rekening mee kunnen houden!***

De handelswijze van de verwerende partij getuigt van een kennelijk onredelijk en een kennelijk onzorgvuldig bestuur.

De bestreden beslissing is om die redenen niet afdoende en gebrekkig gemotiveerd.

De vermelde motivering, dat er een risico zou bestaan op onderduiken, is niet afdoende om het inreisverbod van drie jaar te motiveren.

10.-

*Drie jaar is een totaal **buitenproportionele termijn** die op geen enkel objectief gegeven steunt, terwijl verzoeker duidelijk te kennen gaf dat hij nog een wettelijk motief heeft om zich te vestigen in het Rijk, of minstens in één van de lidstaten van de Schengenzone.*

Het is voor verzoeker dan ook onduidelijk waarom verwerende partij meteen en zonder enig degelijk onderzoek heeft gekozen voor de maximumtermijn van 3 jaar en geen kortere termijn.

Er wordt op geen enkele wijze rekening gehouden met de specifieke en concrete omstandigheden van het dossier, zoals bekend aan verwerende partij.

*Zowel het inreisverbod zelf, als de duur ervan kan immers **enorme schade berokkenen** aan zowel verzoeker, als diens huidige vriendin en zus. In casu, maakt het inreisverbod een schending uit op het privé- en gezinsleven van verzoeker en diens geliefde en zus. Het inreisverbod is onvoldoende gemotiveerd in het licht van artikel 8 EVRM en heeft bijgevolg nagelaten een beslissing te nemen in overeenstemming met artikel 8 EVRM.*

*Het is de logica zelve, volgens verzoeker, dat verwerende partij de hogere rechtsnormen nagaat alvorens te besluiten dat de meest ingrijpende maatregel, namelijk het nemen van een inreisverbod, dat uit de bestreden beslissing allerm minst kan afgeleid worden of er effectief rekening werd gehouden met bovenvermelde elementen namelijk het **gezins- en familieleven** van betrokkene.*

De beslissing nemen met vermelde argumenten vormt machtsmisbruik in hoofde van verwerende partij, minstens is het een schending van het redelijkheidsbeginsel.

In de bestreden beslissing wordt op automatische wijze een inreisverbod opgelegd voor een lange termijn van 3 jaar. De wet vereist een evenredigheidstoets. Dit gebeurt in casu niet.

11.-

Gelet op het voorgaande staat het dan ook vast dat verzoeker niet valt onder toepassing van deze uitzonderingsmaatregel, minstens dient door de Raad te worden vastgesteld dat de motivering gebrekkig en niet afdoende is. De bestreden beslissing is kennelijk onredelijk genomen en werd, ondanks het zorgvuldigheidsbeginsel dat op verwerende partij rust, geenszins zorgvuldig voorbereid en gebaseerd op correcte feitenvinding.

*Naast het feit dat artikel 74/11, §1, 2° Vw. niet van toepassing is, dragen de motieven het inreisverbod niet, gezien verwerende partij geenszins motiveert waarom een termijn van 3 jaar inreisverbod gerechtvaardigd en proportioneel is.
Dit middel is derhalve ernstig en gegrond. -Voor eensluidend verklaard afschrift".*

3. Discussion.

3.1. Sur le second moyen, le Conseil rappelle que l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que :

« § 1er La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants:

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou;

2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

[...]

§ 2 [...]

Le ministre ou son délégué peut s'abstenir d'imposer une interdiction d'entrée, dans des cas particuliers, pour des raisons humanitaires ».

L'obligation de motivation, à laquelle est tenue l'autorité administrative, doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.2. En l'espèce, l'acte attaqué est fondé à suffisance en fait et en droit sur la motivation suivante : *« Article 74/11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que : ■ 1° aucun délai n'est accordé pour le départ. Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé(e) : [...] ».*

L'examen des pièces figurant au dossier administratif révèle toutefois que le requérant a fait valoir, dans le cadre de son audition par la partie défenderesse, avoir une sœur en Belgique ainsi qu'une compagne depuis six mois, soit des éléments ayant trait à sa situation personnelle.

Or, force est de constater qu'il ne ressort ni de la motivation de l'acte attaqué, ni du dossier administratif que la partie défenderesse a tenu compte de ces éléments pour fixer la durée de l'interdiction d'entrée. Compte tenu de la portée importante d'une interdiction d'entrée dans le Royaume d'une durée de trois ans, soit la durée maximale prévue par l'article 74/11, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil estime que la motivation de l'acte attaqué ne garantit pas que la partie défenderesse a respecté l'obligation de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause, avant de prendre cette décision. Elle a ainsi violé l'article 74/11, §1, de la loi du 15 décembre 1980.

3.3. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse rappelle avoir *« [...] pris le même jour un ordre de quitter le territoire. Cet ordre de quitter le territoire est connexe à la décision attaquée »* et soutient dès lors qu'il *« [...] résulte de l'examen de cet ordre de quitter le territoire que la partie défenderesse a pris en considération ces éléments. La partie défenderesse renvoie à la motivation de l'ordre de quitter le territoire »*. Cette argumentation n'est pas de nature à énerver le raisonnement qui précède. En effet, si la partie défenderesse en a tenu compte lors de sa décision d'ordre de quitter le territoire prise le même jour que l'acte attaqué, il ne peut en être déduit que ces éléments ont été examinés au regard d'une décision de portée totalement différente, telle qu'une interdiction d'entrée d'une durée de trois ans. En tout état de cause, en vertu de l'article 74/11, § 1, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse devait prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause, avant de

fixer la durée de l'interdiction d'entrée prise à l'encontre du requérant, ce qu'elle s'est abstenue de faire en l'espèce.

3.4. Le second moyen, ainsi pris, est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'interdiction d'entrée, attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements qui, à les supposer fondés, ne sauraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La décision d'interdiction d'entrée, prise le 8 février 2020, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente septembre deux mille vingt par :

Mme E. MAERTENS, présidente de chambre,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, La présidente,

A. IGREK

E. MAERTENS